Ces changements dans la structure des dépenses sont le résultat de plusieurs facteurs, dont non seulement l'impact différentiel de l'augmentation du revenu par habitant sur différents types de services, mais aussi des tendances démographiques et de la création de nouveaux produits dans beaucoup d'industries des services.

Le facteur le plus général soutenant la hausse de la part des services dans les dépenses des ménages est probablement le résultat de ce qu'on appelle la loi d'Engel. Cela exprime clairement la régularité empirique bien connue selon laquelle, lorsqu'un ménage devient plus nanti, il dépense une plus petite partie de son budget en nécessités de la vie, comme la nourriture, et une plus grande partie en biens de luxe comme les services et les biens de divertissement. Cela signifie qu'à mesure que les consommateurs s'enrichissent, nous pouvons prévoir que leur demande de plusieurs types de services progressera plus vite que leur demande de biens.

Les données du tableau 29 fournissent des données à l'appui de cette hypothèse. Par exemple, entre 1986 et 1996, les dépenses des ménages canadiens en services de divertissement et de loisirs ont augmenté de 47 p. 100. Ces services non essentiels ne comptent que pour une faible partie des dépenses des ménages avec un faible revenu par habitant, mais la demande augmente radicalement à mesure que les consommateurs deviennent plus prospères<sup>22</sup>.

Dans le même ordre d'idées, l'augmentation des dépenses en services de communications (une augmentation de 72 p. 100 au cours de la période de référence) et en services financiers (une augmentation de 34 p. 100) reflètent aussi sans contredit l'effet de la loi d'Engel. Cela s'est produit malgré les progrès technologiques, qui ont élargi l'étendue des services de communications, la création de nouveaux produits et les

Nota: Cette simple analyse ne tient pas compte du rôle des changements des prix relatifs, de la composition démographique des ménages, des changements dans la gamme de biens et de services offerts sur le marché et d'autres facteurs qui pourraient influer sur la part relative des dépenses.